



COMMUNIQUÉ DE PRESSE :

Les flux financiers internationaux pour le bassin du Congo sont inférieurs à leur potentiel, montre une nouvelle étude

Yaoundé, 15 juillet 2019 - Le bassin du Congo est la deuxième plus grande forêt du monde, mais elle est loin derrière l'Asie du Sud-Est et l'Amazonie dans la capture des flux financiers internationaux destinés à la protection de la nature et à la gestion durable des forêts tropicales, montre une nouvelle note de synthèse publiée par [l'Observatoire des forêts d'Afrique centrale \(OFAC\)](#), cellule spécialisée de la [Commission des forêts d'Afrique centrale \(COMIFAC\)](#).

Pendant les 10 ans s'étalant de 2008 à 2017, l'Afrique centrale n'a pu capter que 11,5 % des financements internationaux, loin derrière l'Asie du Sud-Est et l'Amazonie qui ont reçu respectivement 34 % et 54,5 %, expliquent les auteurs du document, qui a été présenté le mardi le 9 juillet 2019 au cours de la 10ème session ordinaire du Conseil des Ministres de la COMIFAC.

La note de synthèse révèle également d'autres données importantes : au cours de la même période, les partenaires financiers internationaux ont déboursé près de 2 milliards de USD pour appuyer la gestion durable des forêts en Afrique centrale, l'Allemagne et l'Union européenne occupant le peloton de tête. En revanche, au rang des premiers pays bénéficiaires de ces financements, figurent la République démocratique du Congo (40%), le Tchad (17%) et le Cameroun (14%).

« Notre équipe a analysé toutes les données disponibles sur les flux financiers internationaux pour le bassin du Congo, ce qui nous donne un aperçu des principaux bailleurs, et les domaines et pays ciblés. Nous avons trouvé que la région a une faible attractivité, » déclare Richard Eba'a. Atyi, directeur pour l'Afrique centrale du [Centre de recherche forestière internationale \(CIFOR\)](#) et auteur principal de l'étude.

Pour améliorer l'attractivité des financements dans le bassin du Congo, les scientifiques font les recommandations suivantes : intensifier l'activité diplomatique en direction des bailleurs de fonds les moins actifs en Afrique centrale ; améliorer la gouvernance dans la gestion de l'aide publique au développement ; renforcer les capacités des acteurs du secteur forêt-environnement de la sous-région dans le domaine de l'élaboration des propositions de projets de haute qualité ; et proposer une coordination des efforts des bailleurs de fonds pour des financements ordonnés et plus efficaces.

« Les bassins d'Amazonie et d'Asie du Sud-Est sont plus attractifs parce que les pays ont une plus grande capacité d'endettement, des relations diplomatiques plus fortes, et une meilleure gouvernance, » ajoute Liboum Mbonayem, co-auteur de la note. « Cependant, nous espérons que nos recherches permettront d'ouvrir le débat dans les pays d'Afrique centrale pour proposer des solutions à ces obstacles ».

La note de synthèse est disponible en pièce jointe pour consultation.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Ahtziri Gonzalez
+32 479153101
a.gonzalez@cgiar.org

Laurianne Mefan
+237 71955862
l.mefan@cgiar.org

